

Un printemps de renouveau démocratique et social ?

la LDH entre en campagne pour la promotion de la citoyenneté et l'égalité effective des droits de toutes et tous. Il appartient à chacune et à chacun d'ouvrir, au printemps, une perspective salubre de renouveau démocratique et social.

La campagne pour les élections municipales de mars prochain est ouverte, dans un contexte de très fortes tensions sociales et politiques. Elles viennent d'insatisfactions profondes sur des conditions de vie concrètes, détériorées aujourd'hui et insécures pour demain, et sur la façon dont elles sont méprisées par les responsables politiques chargés d'y répondre. Ces élections locales sont une opportunité d'expressions citoyennes à saisir de manière apaisée pour traduire les débats ouverts en solutions à mettre en œuvre localement afin d'engager des changements de fond, rénover les pratiques et offrir des réponses de proximité aux difficultés quotidiennes vécues. Toutes et tous sont à associer à ces réflexions et peuvent peser sur les programmes des listes qui seront soumises aux suffrages. Ils concernent toute la population, avec ou sans droit de vote, regrettant que celui-ci exclue encore les ressortissants étrangers vivant pourtant dans leur commune depuis des années, y payant leurs impôts, y scolarisant leurs enfants et utilisant comme les autres habitants les services publics locaux. De même, les aspirations des moins de 18 ans sont à écouter. Leurs dernières mobilisations notamment sur le climat montrent leur disponibilité à changer un système menaçant leur avenir et celui de notre planète.

De par leurs très larges compétences, les municipalités sont en première ligne pour rendre les droits fondamentaux effectifs, poser leur égalité d'accès à toutes et tous, sans discrimination, et aider à une société solidaire pacifiée. Cette grille de lecture aide à apprécier les candidatures et projets. Ces objectifs sont par nature contraires à ceux portés par l'extrême droite avec le Rassemblement national, et plus largement par les listes reprenant ses idées. Elles portent une surenchère sécuritaire et répressive avec des pouvoirs renforcés aux polices municipales, de la vidéosurveillance, des arrêtés antimendicité et autres dispositifs urbains antipauvres qui sont des impasses budgétivores et porteurs de risques d'abus et d'arbitraires xénophobes. De même, la stigmatisation et la défiance envers des catégories d'habitants en raison de leur âge, leur religion ou origine, leur quartier de vie, sont sources de violences et de tensions qu'il convient au contraire de prévenir par une plus forte implication et écoute publiques à la mesure des exclusions vécues.

Les communes peuvent agir pour que nul ne dorme dehors, qu'on puisse se loger et vivre dignement quelles que soient ses ressources, accompagner les personnes âgées et celles en situation de handicap à accéder à tous les services, favoriser la réussite scolaire de tous les enfants, développer des politiques culturelles et sportives inclusives, changer les habitudes de consommation, de déplacement et faire face aux enjeux climatiques. Ce sont des choix et arbitrages politiques à faire. Face à la crise de la représentation politique, une attention particulière est à porter aux actions en faveur de la diversité et à l'égalité entre les femmes et les hommes, au soutien à la vitalité associative et à des formes renouvelées de démocratie locale qui associent, pour chaque projet en amont, toutes les personnes concernées avec de réels moyens d'en comprendre les enjeux, d'en évaluer les impacts et d'en suivre leur mise en œuvre.

Dans ce cadre et au plus près des réalités locales, la LDH entre aussi en campagne pour la promotion de la citoyenneté et l'égalité effective des droits de toutes et tous. Il appartient à chacune et à chacun d'ouvrir, au printemps, une perspective salubre de renouveau démocratique et social.

Malik SALEMKOUR

Président de la Ligue des droits de l'Homme